

Les salariés ne doivent pas payer le prix de la crise économique !

Ensemble, mobilisons-nous le 29 janvier !



L'UNSA, Solidaires, la FSU, F.O, la CGT, la CFTC, la CFE-CGC, la CFTD dénoncent une crise qui accroît les inégalités et la précarité. Ils demandent que des mesures d'urgences soient prises en faveur de l'emploi.



Améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités : Les exigences des actionnaires ont accru les inégalités. Leur enrichissement s'est fait au détriment des salaires et des investissements. Dans tous les secteurs, des négociations salariales doivent assurer au minimum **le maintien du pouvoir d'achat et la réduction des inégalités.**



La relance de l'économie doit se faire par une relance de la consommation : Tous les salariés, que l'on soit au smic ou à un haut niveau de responsabilité, les demandeurs d'emploi, les retraités et les bénéficiaires des minima sociaux ne doivent pas être oubliés. L'Etat et l'Union Européenne doivent coordonner leurs politiques de relance économique. Elles doivent viser une relance par la consommation, une politique de développement du logement social, le maintien d'une protection sociale collective et solidaire, investir pour améliorer l'efficacité des services et des infrastructures publiques, contrôler l'emploi des aides aux entreprises pivées.



Il faut tout faire pour préserver les emplois : L'Etat a dépensé des milliards pour sauver les banques et aider les entreprises. Il doit veiller à ce qu'elles n'en profitent pas pour se restructurer en supprimant des milliers d'emplois tout en maintenant la rémunération de leurs actionnaires. Moins d'emplois, c'est moins de consommation et plus de dépenses sociales.



Il faut préserver et améliorer les garanties collectives : en abrogeant tous les textes qui remettent en cause la réduction du temps de travail, en abandonnant la loi sur le travail du dimanche, en respectant le dialogue social et face à la révision générale des politiques publiques engager une réforme porteuse de progrès social en renonçant aux 30.000 suppressions de postes.



Il faut réglementer la sphère financière en mettant un terme aux paradis fiscaux et à l'opacité du système financier.



Il faut arrêter le dumping social en faisant respecter les normes de l'Organisation Internationale du Travail dans tous les pays du monde.

